

BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 02 juin 2025

LE CHIFFRE A RETENIR

7,5%

Le taux directeur de la Banque
centrale de Tunisie depuis le 26 mars
2025

Tunisie

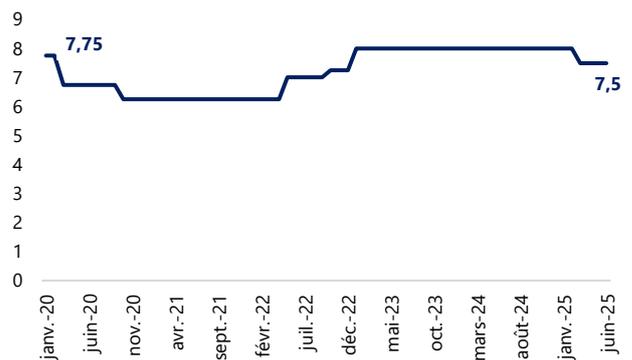
La BCT maintient son taux directeur à 7,5%

Réuni le 30 mai 2025, le Conseil d'administration de la Banque centrale de Tunisie (BCT) a décidé de maintenir son taux directeur à 7,5%, après l'avoir abaissé de 50 points de base le 26 mars dernier. Cette décision doit permettre de consolider le processus désinflationniste en cours alors que l'inflation sur un an a reculé à +5,6% en avril (après +5,9% en mars), portée par une baisse de l'inflation sous-jacente (mesurée par l'indice des prix à la consommation hors produits alimentaires frais et produits à prix administrés) qui s'est établie à +4,8% sur un an (contre +5,2% en mars).

La BCT rappelle toutefois que les tensions sur la balance des paiements restent vives, avec un déficit courant qui atteint 3,3 Mds TND sur les quatre premiers mois de l'année 2025, soit 1,8% du PIB (contre -1,1 Md TND ; -0,6% du PIB un an plus tôt) et des réserves de change en repli à 22,7 Mds TND (équivalent à 98 jours d'importations), contre 27,3 Mds TND à fin 2024 (soit 121 jours d'importations). Cette détérioration s'explique notamment par l'aggravation du déficit commercial sur les

quatre premiers mois de 2025 (7,3 Mds TND, contre un déficit de 4,7 Mds TND à la même période en 2024), en lien avec la progression des importations (+7,8% sur un an) et le repli des exportations (-2,4%).

Evolution du taux d'intérêt directeur de la BCT.



Source : BCT.

La BEI et l'UBCI s'unissent pour accélérer l'internationalisation des PME tunisiennes

Du 26 au 29 mai 2025, la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (UBCI) ont

[organisé](#) une tournée nationale intitulée « Invest and Export Solutions » pour soutenir l'internationalisation des PME tunisiennes. Ce roadshow a fait étape à Sfax, Sousse, Hammamet et Tunis, au plus près des entreprises.

L'initiative s'inscrit dans le cadre du Trade and Competitiveness Programme (TCP), cofinancé par la BEI et l'Union européenne en soutien au plan de relance économique tunisien. Elle vise à accompagner les entreprises exportatrices engagées dans des secteurs stratégiques tels que l'agroalimentaire, le textile ou encore l'automobile, en leur proposant des dispositifs financiers et techniques adaptés.

Le roadshow a permis à l'UBCI de présenter aux entrepreneurs locaux une offre intégrée de financement, de garantie et d'assistance technique, tout en formant plus d'une centaine de ses collaborateurs aux standards européens et aux nouveaux défis liés à la décarbonation (MACF, CSRD, ESG, etc.). Plusieurs lignes de crédit sont mobilisées dans ce cadre, en partenariat avec la BEI, la BERD, Proparco, la Banque mondiale, ainsi que le Fonds ADAPT.

Adoption d'un dispositif de rééchelonnement des dettes des exploitants de terres domaniales

Le 30 mai 2025, une circulaire interministérielle a été [publiée](#) conjointement par la ministre des Finances, le ministre des Domaines de l'État et des Affaires foncières, et le ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche en vue de soutenir les exploitants agricoles dans le règlement de leurs dettes et de préserver la viabilité de leurs exploitations. Le texte autorise, sous certaines conditions, le rééchelonnement des dettes liées à l'usage de terres domaniales. Ce dispositif s'applique indépendamment de la durée restante du contrat de location, à condition que les mensualités prévues ne soient pas inférieures au loyer mensuel initial. Pour en bénéficier, les exploitants agricoles doivent adresser une demande écrite et motivée au receveur des finances territorialement compétent, après

coordination avec les services régionaux du ministère des Domaines de l'État.

La circulaire prévoit également la tenue trimestrielle d'une réunion du comité régional permanent, chargé : (i) de coordonner les efforts entre les administrations ; (ii) de traiter les obstacles au recouvrement des créances publiques ; et (iii) de faciliter l'échange d'informations sur les dettes associées à l'usage des biens domaniaux.

À l'image des plans exceptionnels récemment mis en place par la STEG, cette mesure s'inscrit dans une dynamique plus large de facilitation du remboursement des dettes dues à l'Etat et aux entreprises publiques par les particuliers et professionnels.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	56,3	57,9
Croissance du PIB réel, en %	1,4	1,4	1,4
Taux d'investissement, en % du PIB	11,9	10,7	10,3
Taux d'épargne, en % du PIB	10,2	8	7,2
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	6,1	6,5
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,4	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	28,5	28,1	27,6
Dépenses publiques, en % du PIB	34,5	33,3	33
Dettes publiques, en % du PIB	83,1	82,9	84,2
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-2,7	-3,1
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,1	7,2
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	CCC+/CAA1 stable	-

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T1 2025	+1,6%	-0,8 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T1 2024	15,7%	-0,3 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Avr-2025	5,6%	-0,3 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en Mds TND	Au 31/05/2025	2 558 M TND	+7,8% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en Mds TND	Au 31/05/2025	3 244 M TND	+8,4% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 26/03/2025	7,5%	-0,5 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 04/06/2025	99 jours	-6 jours
USD/TND	Au 03/06/2025	2,96	-4,95%
EUR/TND	Au 03/06/2025	3,36	-0,42%

Sources : INS, BCT.

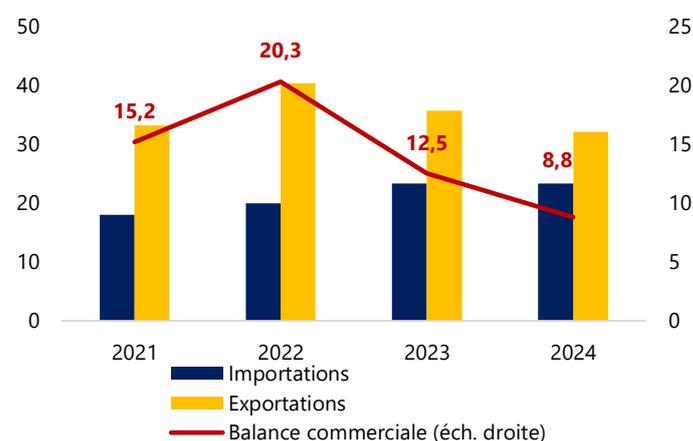
Libye

Baisse des échanges extérieurs (de biens) en 2024, pénalisés par le recul des exportations pétrolières

Selon la Banque centrale de Libye (BCL), les [échanges de biens](#) entre la Libye et le reste du monde ont atteint 55,4 Mds USD en 2024, en baisse de 6% par rapport à 2023. Ce recul s'explique principalement par une nouvelle contraction des exportations (-10,1%, à 32,1 Mds USD, après -11,4% en 2023), sous l'effet de la baisse des ventes de pétrole brut (-11,2%, à 30 Mds USD) dans un contexte de repli de la production pétrolière (1,1 M b/j en moyenne en 2024, contre 1,2 M b/j en 2023) en raison des blocages pétroliers survenus entre août et septembre 2024. Les importations sont, quant à elles, restées stables (à 23,3 Mds USD), après une forte progression en 2023 (+16,5%), ralenties par le durcissement des conditions d'accès aux devises étrangères opéré par la BCL durant le premier semestre. En conséquence, l'excédent commercial se réduit à 8,8 Mds USD en 2024, contre 12,5 Mds un an plus tôt. Dans le détail, les exportations libyennes restent dominées par les hydrocarbures, essentiellement le pétrole brut et le gaz (93,5%), alors que les importations portent principalement sur : (i) les produits pétroliers transformés, tels que les carburants raffinés (20,6%) en lien avec la capacité de raffinage limitée du pays ; (ii) les équipements mécaniques et électroniques (16,7%) ; et (iii) les biens alimentaires (11,6%). En 2024, l'Italie demeure le principal client de la Libye (21,5% des exportations ; -0,9 points de pourcentage (p.p.) par rapport à 2023), devant l'Allemagne (16,5% ; +1,7 p.p.) et le Royaume Uni (8,7% ; +4,2 p.p.). Malgré des baisses respectives de 8% et 15% des importations en provenance de Chine et de Turquie, ces deux pays demeurent les principaux fournisseurs de la Libye, représentant respectivement 15,5% et 12% des importations du pays, devant l'Italie (10,7% des importations) dont les exportations vers la Libye ont progressé de 7%. Les échanges avec la France enregistrent

quant à eux un léger repli en 2024, tirés par la baisse des exportations vers la France (-15,4% à 2,2 Mds USD ; soit 7% des exportations libyennes) principalement constituées d'hydrocarbures alors que les importations en provenance de France demeurent stables (à 0,3 Md USD ; 1,4% des importations libyennes).

Evolution de la balance commerciale de la Libye en Mds USD (2021-2024).



Source : BCL.

Le GUN rejette la proposition de la CdR d'octroyer un budget au Fonds pour le développement et la reconstruction de la Libye

Lors d'une réunion avec des membres du Haut Conseil d'État (HCE), le Premier ministre du Gouvernement d'Unité Nationale (GUN) basé à Tripoli, Abdelhamid Dbeiba, se serait opposé à la [décision](#) de la Chambre des représentants (CdR), établie à Benghazi, d'approuver un budget en faveur du Fonds de développement et de reconstruction dirigé par Belgacem Haftar. Il aurait notamment alerté sur les risques macroéconomiques (pressions inflationnistes et risque de dépréciation du dinar) associés aux circuits parallèles de dépenses publiques. En effet, la CdR aurait validé le 02 juin 2025 l'élaboration d'un budget pluriannuel de 69 Mds LYD (environ 13 Mds USD), réparti à parts égales sur trois ans, en faveur du Fonds de développement et de reconstruction. Un comité de supervision aurait également été institué afin d'assurer une répartition équitable des ressources, alors que les exemptions de contrôle financier et

administratif dont bénéficiait le Fonds depuis février 2024 auraient été levées afin d'améliorer la transparence et la redevabilité dans la gestion de ses ressources. Si cette initiative semble traduire une volonté des autorités de l'Est de renforcer l'autonomie budgétaire de leurs institutions, elle met une fois de plus en lumière les divisions persistantes entre l'Est et l'Ouest qui continuent d'entraver l'adoption d'un budget national unifié. En l'absence d'accord depuis 2014, la Banque centrale de Libye (BCL) applique la règle du douzième provisoire i.e. qu'elle autorise, sur une base mensuelle, le financement des dépenses publiques essentielles dans la limite des ressources disponibles.

La Libye entre officiellement au capital de l'Afreximbank

Le 30 mai 2025, la Libye est [devenue](#) actionnaire (part détenue non communiquée) de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), après avoir finalisé le 13 mai le paiement de sa souscription au capital. Pour rappel, cette dernière avait signé l'accord d'établissement en octobre 2024, devenant ainsi le 52^{ème} État membre de l'institution panafricaine.

Ce nouveau statut devrait permettre à la Libye de progresser plus rapidement dans la mise en œuvre de sa politique de diversification de son économie en accédant à des financements ciblés pour des projets dans des secteurs dits « stratégiques », tout en renforçant son intégration régionale grâce au développement d'infrastructures. Parmi les projets identifiés par l'Afreximbank figurent notamment le développement de la zone franche de Misrata et la construction d'une route reliant la Libye, le Tchad et le Niger, visant à stimuler les échanges commerciaux intra-africains. L'institution prévoit également de fournir une assistance technique et financière à la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) ainsi qu'un accompagnement aux exportateurs libyens afin de faciliter leur accès aux marchés africains.

Quelques jours après, le 4 juin 2025, l'agence de notation Fitch Ratings a [abaissé](#) la notation à long-terme de l'Afreximbank de BBB à BBB- avec perspective négative, mettant en avant une gestion « opaque » et un niveau élevé de prêts non performants (ratio de prêts non performants estimé à 7,1% à fin 2024 par Fitch), ainsi qu'une exposition croissante à des pays en difficulté financière (Ghana, Zambie, Malawi). Cette dégradation pourrait renchérir ses coûts de financement, avec un impact potentiel sur ses capacités de prêt aux États membres, comme la Tunisie et la Libye.

Tenue du Forum Santé Libye-France à Tunis

Les 3 et 4 juin 2025, Business France a [organisé](#) un forum bilatéral France-Libye consacré à la santé et au bien-être, sur le thème « Reconstruction et modernisation des infrastructures de santé ».

Durant deux jours, l'événement a réuni les principaux acteurs publics et privés du secteur libyen de la santé ainsi que plusieurs entreprises françaises spécialisées, avec pour objectif de faciliter les partenariats dans les domaines de la rénovation hospitalière, de l'équipement médical, de la formation et de l'accès aux soins. Cette rencontre a combiné tables rondes thématiques, rencontres BtoB, présentations de projets d'investissement et démonstrations de solutions technologiques françaises, avec l'appui de la French Healthcare Association.

Ce forum s'inscrit dans une démarche de soutien à la relance du secteur de la santé en Libye, dans un contexte post-conflit, en mobilisant l'expertise française au service de la modernisation des infrastructures sanitaires et du développement de partenariats durables.

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	42,1	47,5	48,7
Croissance du PIB réel, en %	-0,6	+17,3	+4,3
Production pétrolière, en M b/j	1,1	1,4	1,5
Taux d'inflation annuel moyen, en %	+2,1	+2,3	+2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	+0,2	+0,2	+0,2
Solde courant, en % du PIB	6,9	10,4	8,7
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	83	83,1

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.